

## Entre lucidité et espoir, prendre sa place en démocratie

Ce texte est le fruit d'un retour réflexif sur nos actions d'interpellation menées en 2025 et un des résultats d'un travail associatif sur la question démocratique auquel ont contribué les militant·es d'Aequitaz. Qu'ils et elles en soient sincèrement remercié·es.

La démocratie comme horizon désirable. La démocratie comme construction imparfaite, surtout. La démocratie comme projet en perpétuelle évolution, au cœur des luttes et des tensions qui traversent notre société, évidemment. La démocratie comme source d'espoir et de désespoir, de colère et de fierté, tout à la fois mêlées, enfin. Alors comment attraper l'enjeu démocratique dans la période que nous traversons quand on se nomme Aequitaz, que l'on a la justice sociale chevillée au corps, l'hospitalité et la poésie comme point d'appui pour faire face aux injustices et à la violence du monde ?

À Aequitaz, nous commençons souvent par poser la question des présent·es et des absent·es dans les arènes politiques. Nous interrogeons les règles du jeu qui sont à l'œuvre. Est-ce qu'on vient débattre publiquement quand on est un jeune isolé ou marginalisé ? Est-ce qu'on peut être écouté, entendu dans une réunion publique ? Est-ce qu'on influe réellement sur les politiques publiques ? Ce sont les inégalités politiques qui fondent l'inégalité d'accès au pouvoir d'une part de la population, la part la plus pauvre, la plus discriminée, les deux allant souvent de pair. Nous vivons aussi la démocratie comme une fin en soi, comme un art de la délibération et de la confrontation entre membres d'une communauté aux intérêts divergents, comme un art précieux et fragile, aujourd'hui sous la menace de nombreuses crispations autoritaires.

## Créer du collectif pour entrer dans l'arène

*« Pour avoir une vie pleine, chacun devrait pouvoir façonner et exprimer ses mondes, ses rêves, ses idées et ses aspirations devant les autres, participer constamment à un dialogue qui s'établirait entre domaine public et privé. »*

Azar Nafisi, *Lire Lolita à Téhéran* (Edition Zulma, 2024)

La trajectoire historique de luttes pour les droits et les libertés a permis à nombre de nos concitoyens d'entrer dans l'arène démocratique : les « simples citoyens », puis les « femmes », immense victoire du XX<sup>ème</sup>. Pour autant, d'autres restent à la porte : les étrangers non européens, qui, même aux élections locales, ne peuvent toujours voter malgré une longue présence et implication sur le territoire où ils et elles vivent. D'autres, pourtant autorisés à voter, restent largement sous-représentés ou absents des débats : 70% des 18-35 ans n'ont pas voté aux élections législatives de 2024<sup>1</sup>. Quant à l'élection des personnes issues des classes populaires les chiffres sont là aussi éloquentes. Le rapport publié en 2025 du collectif « Démocratiser la politique » nous apprend qu'*« un candidat venu d'un milieu aisé a quatorze fois plus de chances d'être élu parlementaire que celui d'un milieu populaire, à droite comme à gauche »*. L'analyse nous apprend aussi qu'il ne s'agit pas d'un défaut de participation - les candidats à l'élection sont là - mais d'un effet systémique d'éviction des classes populaires par les classes supérieures également candidates à l'élection, qui occupent in fine les postes clés.

Au sein du collectif des Lucioles<sup>2</sup>, *« on ne s'interdit rien »*, nous dit H. Ici, *« j'ai trouvé une place de citoyen »*, raconte V. Dans nos espaces, il y a cette idée que la démocratie ne s'arrête pas aux échéances électorales et qu'il existe d'autres arènes politiques à créer ou à occuper, au long cours, pour faire vivre un rapport de force plus favorable aux classes populaires. A Aequitaz, il y a cette idée de venir participer à des groupes citoyens, en étant comme on est, sans se conformer, ni dans le langage, ni dans les idées, pour affirmer ce qui est bon pour soi et ce qui nous semblerait bon pour l'ensemble de la société. Ce que l'on cultive dans ces

---

<sup>1</sup> [Sondage IPSOS](#), second tour des élections législatives de 2022.

<sup>2</sup> Collectifs animés par Aequitaz en Drôme et en Savoie, rassemblant des personnes qui vivent des situations de précarité, dans lesquels on monte des actions d'interpellation et des enquêtes sur les droits sociaux. En savoir plus :

<https://aequitaz.org/collectifs>

espaces, c'est l'accueil inconditionnel - qui ne va pas pour autant sans règles du jeu - ; c'est aussi de toujours partir de ce qui fait briller les yeux ou brûle à l'intérieur. Ce cocon qui relie le « je » au « nous », c'est le cocon d'un collectif porteur d'une communauté d'intérêt, et qui permet ensuite d'aller vers une affirmation plus forte dans des espaces politiques où les intérêts peuvent alors se confronter.

Pour nous, faire démocratie, c'est d'abord accueillir l'autre, les autres, sans chercher à conformer, sans condescendance, avec respect et écoute. C'est ensuite fabriquer une cause commune, qui permettra, par la force du collectif, d'affirmer des voix moins audibles que celles des catégories mieux représentées dans la société.

## Gagner du pouvoir quand on est aux marges, de la rue à l'Assemblée nationale

*« Si l'espoir, c'est penser que de meilleures choses adviendront, peut-être faut-il aussi réfléchir à ce qu'il nous faut faire pour qu'elles adviennent vraiment et s'employer, autant que possible, à créer les conditions de nos espoirs. S'accorder le droit, aussi, certains matins, en écoutant les infos, d'avoir de la peine, des peines inconsolables, désespérantes. Et pourtant, continuer. »*

Lola Lafon, *De l'art d'être un pessimiste actif*,  
Chronique publiée dans *Libération*, 17 mai 2024

Les processus participatifs sont plus nombreux et plus visibles qu'il y a 50 ans, avec des réunions publiques ou des budgets participatifs dans les communes, un Conseil national de lutte contre l'exclusion (CNLE) composé à 50% de personnes concernées par la pauvreté et des conventions citoyennes. On observe pour autant, comme Manon Loisel et Nicolas Rio<sup>[3]</sup>, que les politiques publiques ne sont pas réellement infléchies par ces espaces, a fortiori en ce qui concerne les sujets liés à la pauvreté. Manon et Nicolas préconisent notamment aux exécutifs de prioriser l'écoute des « inaudibles » au détriment d'instances participatives généralistes. Le cas du CNLE comme instance nationale spécialement dédiée à la lutte contre la pauvreté peut être vu comme une véritable avancée de ce point de vue, même s'il faut déplorer une écoute indéniablement trop faible de la part des pouvoirs publics. On voit bien qu'au-delà des processus participatifs "descendants", doivent exister des logiques plus ascendantes de "mise à l'agenda" et d'interpellations des décideurs, qu'ils soient locaux ou nationaux.

Faire apparaître des sujets absents de l'agenda des politiques publiques est l'un des enjeux pour Aequitaz. L'autre est de transformer les politiques publiques existantes quand elles abîment les conditions de vie et de dignité des gens. Avec le collectif *Il faut bien que jeunesse se fâche*, il nous faut faire entendre l'importance de garantir un revenu aux jeunes dès 18 ans alors que c'est un sujet cruellement absent du débat public. La sécurité économique et sociale des jeunes importe peu, semble-t-il. Parfois, il nous faut faire reculer des politiques de conditionnalité des allocations des plus pauvres qui sont de plus en plus considérés comme les seuls responsables de leur situation. C'est un sujet au combien présent

dans le débat public mais sous un angle absolument délétère que nous devons sans cesse contrecarrer en ramenant le réel face à l'idéologie.

Que ce soit la mise à l'agenda ou la bataille politique et culturelle, cette traversée, de la rue à l'Assemblée, des gens vers les puissants, de la société civile vers les décideurs nous anime et nous traverse. C'est une aventure un peu sauvage et souvent fragile qui réserve bien des surprises. Elle peut tout à la fois susciter écoute attentive, mépris, déni, violence. Espoir et désillusion en somme. Mais suscite-t-elle le changement ?... encore trop rarement. C'est une épreuve où il faut à la fois se démarquer pour être visible et se conformer pour être admis. De l'impertinence et du conformisme. Le bon ton, le bon tempo, le bon angle, le bon mot.

Alors oui, pour faire démocratie, il en va de la représentation de toutes et tous, de la compréhension de ce qui se vit tout en bas de l'échelle sociale. Mais pour se faire, le chemin est sinueux et l'énergie à déployer pour y parvenir nous semble un signe inquiétant de recul démocratique.

### **Faire cause commune, jusqu'au risque de « ventriloquer »**

« Ventriloquer (quelqu'un·e) V. Parler de la personne et détailler sa situation, ses besoins voir ses opinions, en sa présence et sans lui demander son avis. (...) 2. Entre professionnels, j'avoue, on ventriloque très vite. Pour gagner du temps aussi. Et rares sont les bénéficiaires qui protestent. »

Syndicat des immenses, Le thésaurus de l'immensité,  
Edition La Lettre volée, 2024

La vitalité démocratique doit être regardée à l'aune de la discussion permanente entre le peuple et ses représentants, c'est à dire de la délibération par toutes les parties prenantes. En France, on parle de « société civile organisée », manière bien technocratique de dire que les dirigeants des associations et syndicats vont se faire porte-parole de causes qui ne seront que très rarement portées par les personnes directement concernées dans leur vie par les injustices sociales. Le collectif Alerte, par exemple, est aujourd'hui l'interface principale entre le monde des associations de pauvreté et les cabinets ministériels, mais la place donnée aux premiers concernés dans ces espaces est aujourd'hui encore bien trop faible.

Quand on prend rendez-vous avec une institution (une CAF, une mairie, un département), il faut généralement montrer patte blanche pour obtenir la rencontre, fruit d'une alliance privilégiée avec un agent de l'institution ou d'une relation de financeur à financé qui peut ouvrir des portes. En tant que collectif local de défense des droits, on n'a souvent pas d'autre option que l'occupation d'une réunion ou du siège du bailleur social pour s'octroyer le droit à faire atterrir un sujet sur le bureau de la direction. A Aequitaz, on plaide pour ouvrir largement le répertoire d'actions démocratique, jouant du « contre » ou du « avec » au gré de la négociation et du rapport de force.

Mais dans ce dialogue plus ou moins conflictuel entre institutions et collectif de personnes concernées, on crée une sorte de dialogue parallèle, où le rôle des relais, souvent professionnels, est clé. Ce sont eux qui, dans le dispositif d'interpellation,

vont créer les conditions de la rencontre et du dialogue entre décideur.s et personnes concernées. Rassurer, traduire, préparer, est souvent nécessaire des deux côtés pour que la rencontre puisse avoir lieu dans de « bonnes conditions ». Il faut du courage pour oser se parler d'une rive à l'autre de la société, pour dévoiler des intérêts divergents et des rapports de force trop souvent masqués. On peut amollir les messages pour les rendre audibles, *ventriloquer* les gens pour éviter la gêne et la confrontation rugueuse des colères et des impuissances plus ou moins sincères, adoucir les revendications pour avoir une chance de gagner, au moins un petit quelque chose. On peut aussi vouloir protéger de la violence politique qui abîme et décourage des personnes déjà maintes fois maltraitées et humiliées. On peut aussi se faire pousser sur le devant de la scène par les personnes concernées elles-mêmes, car il faut, dans ces espaces insécures et méconnus, apprivoiser la peur, la honte, l'image que l'on veut afficher, le risque de prendre un coup de plus. Quand on a des choses à défendre ou à gagner, dans l'urgence, on sait aussi qui a la plus grande chance d'être écouté ou de convaincre. Rien n'est simple dans ces espaces où se reproduisent, malgré tout, malgré nous, les violences institutionnelles et les rapports de domination à l'œuvre et que l'on veut justement dénoncer.

Alors oui, enfin, pour faire démocratie, il faut du dialogue mais dans des conditions négociées et justes. Y accueillir les personnes concernées permet d'avoir une vision plus complète du problème politique pointé et des solutions possibles. Mais cette alliance ne doit pas affaiblir un rapport de force déjà tellement déséquilibré.

### **Ne pas éviter les conflits, sans abandonner la douceur**

*« La démocratie n'est pas là pour rassurer. Elle a été imaginée pour que notre vie commune puisse devenir un espace de luttes ouvertes et décomplexées, un espace de sincérité »*

Catherine Dorion, *Les luttes fécondes*, La librairie des Femmes, février 2024

À mesure que les libertés associatives sont menacées, que leur légitimité est contestée, on observe les acteurs de la société civile amputés de leur pouvoir de contestation et de négociation. Ils sombrent progressivement dans la défense de leurs moyens, de leurs publics, de leurs projets, multipliant chiffres et argumentaires pouvant légitimer la pertinence de leur action. On se retrouve ainsi dans des postures intenable où il s'agirait dans le même temps de contester plus fortement les décisions politiques mises en œuvre - une montée en conflictualité - et demander docilement le maintien d'aides publiques - qui passe par l'obéissance aux nouveaux cadres de l'action publique austéritaire. Ce grand écart est déjà pour certains (et sera demain pour beaucoup d'autres) mortifère : obéir au risque d'y perdre son âme - perdre tout de même l'argent - ou bien rompre avec le soutien public et se réinventer dans un contexte particulièrement incertain, autrement dit, *« faut-il mieux flotter sans grâce ou couler en beauté ? »* (Corinne Morel Darleux).

A Aequitaz, nous sommes convaincus que la démocratie n'a jamais été là pour

rassurer. Elle bouscule. Elle nous impose d'avoir *le courage de la vérité*<sup>3</sup>, de parfois nous fâcher et d'assumer le désaccord. Nous pensons avoir une part de responsabilité à affronter les conflits qui traversent la société, ne pas les masquer et les mettre « sous le tapis », car tôt ou tard, ils réapparaîtront. Une responsable associative nous confiait récemment : « *les gens tiennent des propos racistes, mais je vois bien que leurs peurs se jouent ailleurs que dans l'idée des races. Juste on a cessé de les écouter et de relayer leurs colères* ». C'est pour contrer ce sentiment d'abandon qu'on tente de ne pas se taire, en publiant une tribune, en adressant une lettre ouverte, en pointant publiquement les désaccords, par loyauté à ce que les gens vivent, racontent, partagent, par loyauté à notre désir de justice sociale. Il y a en France pleins d'endroits où le dialogue et la conflictualité démocratique sont toujours possibles. Dans ces villes, ces villages, avec ces institutions, nous nous devons d'assumer « *la lutte ouverte et décomplexée* » dont parle Catherine Dorion, comme une chance démocratique. Dans ces espaces, il nous faut continuer à baliser ce chemin sinueux de la démocratie d'interpellation, solidifier les espaces de contre-pouvoirs, les rendre visibles, les reconnaître comme un point d'appui majeur pour concilier démocratie et justice sociale.

Ailleurs, dans les villes et les villages où le déni, le mépris et la violence ont remplacé le dialogue démocratique, il est parfois nécessaire de regarder (un peu) au-delà de ce gâchis, pour ne pas trop s'abîmer. Il nous faut faire un pas de côté, renoncer à convaincre, pour l'instant. Il est possible de ne pas brûler toutes ses forces dans des batailles trop violentes. Le courage de la vérité, c'est oser regarder en face, comme le dit Catherine Dorion, que « *nous sommes en train de céder notre temps et notre vie comme du vent, de les céder à des gens qui ne nous aiment pas et qui en sont à dresser des murs entre nos existences ordinaires* », et que cela n'en vaut pas la peine. Par contre, ce qu'il nous faut à tout prix préserver, c'est la douceur de nos liens, la beauté de nos actions créatives, le désir de faire naître des îlots d'hospitalité et des oasis de résistances.

Si le monde se durcit chaque jour un peu plus, abandonner la douceur n'est sûrement pas une option.

Rédactrice : Marion Ducasse  
Contributeur·ices : Jérôme Bar, Véronique Rioufol

---

<sup>3</sup> Foucault, Le courage de la vérité, cours au Collège de France, février-mars 1984